

Lutte de classe

Grève illimitée jusqu'au retrait du projet de loi de liquidation des régimes spéciaux de retraite !

Etat de la mobilisation jeudi.

SNCF et RATP - Jeudi, au deuxième jour de la grève, le mouvement a été moins suivi que la veille, avec 42,8% des cheminots mobilisés contre 61,5% mercredi, selon la direction. A la RATP, toujours selon la direction, la grève était suivie jeudi par 27,2% des agents contre 44% la veille.

EDF et GDF - le taux de grévistes a chuté à 2,1% et 3,6%, alors que FO et CGT décidaient de poursuivre le mouvement.

Décisions adoptées par la base.

Si la participation semblait refluer, la plupart des assemblées générales à la SNCF ont reconduit la grève jusqu'à vendredi.

Jeudi à la mi-journée, les assemblées générales avaient également voté la poursuite de la grève jusqu'à vendredi soir à la RATP où quatre syndicats sur huit poursuivent le mouvement.

Positions des directions syndicales

Les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, CGC et Sud ont appelé jeudi soir les assemblées générales de cheminots prévues vendredi matin à reconduire la grève à la SNCF pour une période de 24 heures.

Dans le même temps, six syndicats de cheminots, mais pas Sud-Rail, ont demandé au ministre du Travail d'organiser vendredi une réunion tripartite « *pour fixer le cadre* » des négociations à la SNCF.

Chacun a bien compris que la proposition lancée dès le début de la grève par Thibault puis reprise par l'ensemble des dirigeants syndicaux à l'exception de Sud-rail, de participer à des « *négociation* entreprise par entreprise, avait pour seul objectif de diviser les agents et de briser leur grève avant le 20 novembre, c'était leur porter un véritable coup de poignard dans le dos, une trahison.

Mais voilà, les choses ne sont pas si simples, il faut encore briser la détermination des cheminots qui ont bien compris l'enjeu crucial de la contre-réforme du gouvernement et qui refusent de travailler plus longtemps, de passer de 37,5 annuités à 40, 41 ou 42, etc.

Les dirigeants syndicaux doivent affronter les syndiqués qui refusent d'être les complices de leur trahison. Des élections doivent aussi avoir lieu à la SNCF en début d'année, j'ai lu cela quelque part, ils craignent donc d'être sévèrement sanctionnés par la base.

Aujourd'hui, ils ont le droit de craindre la perte de nombreux syndiqués, d'où la difficulté à tenir un double langage qui cache mal le soutien inespéré qu'ils apportent au gouvernement sans lequel la remise en cause des régimes spéciaux de retraite aurait été

impossible à réaliser. Un dirigeant de la CFTC-cheminots a exprimé à sa façon à quel problème doivent faire face les dirigeants syndicaux : « *ce sont les cheminots qui font la loi sur le terrain* ».

La seule position correcte demeure : **retrait du projet du gouvernement et refus de passer de 37,5 annuités à 40.**

De son côté, le secrétaire fédéral de SUD-Rail a expliqué dans un chat au *Monde.fr*, « *nos revendications, c'est d'une part la suppression du projet (...) et dans un second temps, l'ouverture de négociations sur l'ensemble des régimes de retraite du pays. Nous ne pensons pas qu'aller négocier entreprise par entreprise soit la bonne réponse au problème global posé* ». « *Il n'est pas question d'aller négocier l'application de la réforme des régimes spéciaux pendant le conflit, c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas signé le courrier au ministre* », a-t-il ajouté jeudi soir.

Du côté du gouvernement.

Bien entendu, ils se réjouissent que leur proposition initiale d'engager des « *négociations* » entreprise par entreprise pour liquider les régimes spéciaux ait été reprise en coeur par l'ensemble des dirigeants syndicaux, Thibault en tête.

Jeudi Fillon lors de la séance des questions au gouvernement au Sénat en a profiter pour appeler à l'arrêt de la grève sans condition : « *J'appelle à la responsabilité. J'appelle à l'arrêt de la grève, et j'appelle au début des négociations dans les entreprises* » a-t-il déclaré, merci monsieur Thibault.

Xavier Bertrand invité dans la soirée au journal télévisé de France-3 a exhorté les dirigeants syndicaux à faire preuve de responsabilité sur un ton menaçant à l'adresse des cheminots : « *On ne peut pas avoir et la grève et les négociations d'entreprise en même temps* ». « *Il faut savoir ce que l'on veut* », en leur demandant d' « appeler à la reprise du travail ». « *Il faut que le conflit s'arrête !* ».

Bien qu'il n'était pas permis d'avoir la moindre illusion sur la manœuvre de Thibault, pour ceux qui ne l'avaient pas compris, Bertrand a dit clairement que cette proposition de négociation s'opposait à la continuité de la grève.

Quant à David Martinon, il a rappelé que la liquidation des régimes spéciaux de retraite et principalement le passage à 40 annuités n'était pas négociable : « *On ne change pas de position chaque jour. Nos lignes rouges sont connues. Elles n'ont pas changé* ». Il aurait tort de se gêner dans les circonstances actuelles.

En conclusion.

L'ensemble des agents de la SNCF, de la RATP et des autres entreprises concernées savent à quoi s'en tenir.

Soit ils constituent leurs comités de grève et continuent la grève jusqu'au retrait définitif du projet de liquidation de leurs régimes spéciaux de retraite, soit ils cessent la grève et ils partiront à la retraite entre 60 et 70 ans, le gouvernement aura gagné et il pourra continuer dans sa lancée à détruire tous nos droits et acquis.

(source : AFP, AP, *Le Monde* 15.11)